

11. Marqueurs internes et balises	Transformation numérique @	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	connectivité numérique gouvernance numérique entrepreneuriat numérique compétences numériques services numériques	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/>		
	Connectivité @	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>
	connectivité numérique énergie transports santé éducation et recherche	<input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/>		
	Migration @	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>		
	Réduction des inégalités @	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>
	COVID-19	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	INFORMATIONS RELATIVES AU BUDGET				
12. Montants concernés	Ligne budgétaire (ligne et poste budgétaire): 14.020121  Montant total de la contribution du budget de l’UE: 10 000 000 EUR				
GESTION ET EXÉCUTION					
13. Type de financement	Gestion indirecte avec entités en charge de l’exécution conformément aux critères énoncés aux sections 4.4.1 et 4.4.2.				

## 1.2 Résumé de l'action

Avec l'effondrement de l'administration publique, dû notamment aux crises militaro-politiques, le système d'état civil et de production de statistiques vitales de la République centrafricaine (RCA) connaît des faiblesses profondes avec pour conséquence le non-respect des droits concernant l'application efficace des articles 6 et 7 relatifs aux droits de l'enfant<sup>2</sup>, les droits à la documentation des personnes réfugiées, des déplacés internes et des apatrides. Lors de la crise politique et militaire de 2012-2013, les centres d'archivage de l'état-civil centrafricain ont fait l'objet d'une destruction quasi systématique, avec environ 80% des sites d'état-civil brûlés.

Sur la base de ce constat, et en ligne avec les objectifs du Gouvernement, l'UE a appuyé depuis 2021 un projet pilote d'appui à la modernisation de l'état-civil en Centrafrique. Celui-ci a permis de produire une cartographie de l'état des lieux, la rédaction d'un diagnostic, le lancement d'activités de sensibilisation, une campagne de rattrapage visant 100.000 actes de naissance dans des écoles de Bangui, Bégoua, et Bimbo, et la rédaction et l'adoption prochaine d'une politique sectorielle. Enfin, le projet a permis le renforcement des mairies dans la région de Bangui, avec notamment la construction et l'équipement de douze centres d'état-civil (sachant que trente-deux centres additionnels sont prévus dans ce nouveau projet).

La présente action constitue une mise à échelle graduée du projet-pilote en cours capitalisant sur les acquis de ce dernier, en particulier sur (1) l'intensification de la partie opérationnelle avec la montée en puissance des campagnes

<sup>2</sup> Promulgation du code de l'enfant par le Président de la République centrafricaine, le 15 juin 2020